25 novembre 2026 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Propos introductifs du Président Emmanuel Macron lors de la réunion avec les représentants du monde agricole.

Bien, Madame la ministre, Messieurs les ministres, Messieurs les présidents, directeurs généraux, secrétaires généraux. Écoutez, merci beaucoup d'être là pour cette réunion de travail et, j'allais dire, de mobilisation collective. Et je remercie l'ensemble à la fois des organisations amicales qui sont présentes, les organisations de producteurs et puis les organisations professionnelles et l'ensemble de celles et ceux qui appuient notre agriculture partout dans les territoires, y compris pour les assurer ou les accompagner sur le plan financier et sur nos principales filières.

J'essaie d'être le plus clair et direct possible dans ce moment aussi où je veux passer des messages très clairs, comme vous, à l'extérieur. Bon, ça fait près de 10 ans qu'on est ensemble, donc on connaît les problématiques et les difficultés, en même temps que la force aussi de nos agricultures, mais on partage cette réunion à un moment qui est, à mes yeux, critique, au moins à deux égards.

Le premier, c'est que je ne sous-estime pas du tout combien la situation est difficile aujourd'hui dans nos fermes et combien elle est tendue. Après parfois plusieurs saisons de grandes difficultés, entre les aléas climatiques, les épizooties, on a des revenus qui ont été bousculés, de l'incertitude, des exploitations qui ont vraiment parfois vécu le pire et qui sont au bout de leurs solutions de trésorerie, avec aussi, je le disais, des épizooties qu'on a pu combattre, et je reviendrai sur ce point, et juste avant, un choix absolument clé pour nous aujourd'hui et demain, qui est la négociation de la Politique agricole commune. Et dès demain matin, je partirai à Bruxelles pour un sommet sur la négociation du budget européen pour les prochaines années, où évidemment la PAC est le premier sujet et le premier objectif de la France.

C'est dans ce moment que je vous retrouve et je voulais peut-être réinscrire ce moment de manière plus large dans la manière dont je voyais aujourd'hui notre agriculture, en quelques mots, je vous rassure, mais pour remettre tout ça en perspective. Je veux ici le redire, je l'ai dit au niveau européen et je vous l'ai dit à plusieurs reprises, mais je veux le redire avec solennité. Moi, je considère que la Ferme France et l'Europe avec elle ont mis en œuvre la mission qui leur avait été assignée. Au sortir de la guerre, dans les années 60, on demande aux agriculteurs en France de nourrir le pays, de bâtir, on n'appelait pas encore totalement ça la souveraineté alimentaire, mais enfin c'était quand même bien ça dont il s'agissait. le boulot a été fait et la ferme française, elle a obtenu ses résultats et elle a nourri le pays et l'Europe, elle a construit une Politique agricole commune qui, pendant des décennies, a fonctionné.

On est simplement confrontés aujourd'hui et on prend, je dirais, de plein fouet, je ne suis pas exhaustif à coup sûr en disant ça, mais moi, je vois au moins 3 grandes transitions qui viennent nous percuter, qui sont venues nous percuter, je dirais, ces 10-15 dernières années. Elles viennent ensemble et elles ont toutes des effets qui sont négatifs sur notre agriculture.

On a une première transition qui est une transition géopolitique, c'est-à-dire qu'on a perdu des marchés. On a perdu des marchés par les tensions géopolitiques : l'Afrique du Nord, la Russie et des autres, et ce qui, pour nos céréaliers, nos vendeurs de pommes de terre, d'autres, étaient des marchés qui étaient très importants parfois, qui se sont fermés.

On a même, deuxième chose, la géopolitique et le climat réunis, on a certains de nos marchés qui se sont fermés et puis qui sont devenus des concurrents, si je prends la Russie. Ils étaient nos clients il y a quelques années, le réchauffement climatique fait qu'ils ont aujourd'hui même deux récoltes par an. Ils arrivent à être des grands exportateurs, ça nous prend de plein fouet. Et puis, on a évidemment deux grandes puissances qui sont importantes dans nos marchés de débouchés, qui nous mettent aujourd'hui des politiques commerciales très dures. Ce qu'on a vécu avec la Chine sur le cognac, ce qu'on vit sur les vins et spiritueux avec les États-Unis vient, là aussi, nous percuter. Donc tensions géopolitiques des marchés qui se ferment à raison des guerres, tensions géopolitiques parce que l'agriculture est utilisée comme arme de rétorsion par des puissances sur le plan commercial, ça vient de nous frapper et ça nous a fait très mal.

La deuxième grande transition, vous l'avez vécue, parfois on l'a combattue ensemble dans les mots et les actes, elle est un peu comportementale et alimentaire. Et je rappelle quand même un chiffre qui dit quand même beaucoup de ce que nous vivons collectivement. L'alimentation dans le budget des ménages, dans les années 60, c'était 30 % du budget. Aujourd'hui, c'est la moitié, 15,5 % du budget d'un ménage en moyenne. Il y a une part croissante désormais des dépenses qui va vers le logement, mais aussi ce qu'on appelle les dépenses contraintes. Il y a des préférences collectives qui ont changé. Je le dis en plein milieu, à nouveau, de négociations commerciales, on le sait bien, facteur d'ajustement, c'est quand même toujours notre alimentation. Et même quand il s'agit de rediscuter avec les uns et les autres, c'est toujours sur l'alimentation qu'on vient chercher les centimes qu'il faut aller chercher, là où en fait, nos compatriotes, année après année, ont pris de plus en plus de dépenses contraintes dans de nombreux domaines. Et donc la part consacrée à l'alimentation et donc à l'agriculture, c'est un peu devenu la variable d'ajustement.

Alors, là-dessus, on a collectivement été vigilants, j'y reviendrai, et c'est un des points clés pour moi de la stratégie de production, mais c'est une réalité qui nous a percutés ces deux dernières décennies très fortement. Je dirais que ça commence sans doute en 2008, à peu près, avec aussi des changements de nos propres structures de loi, et qui vient s'installer sur une structure qui est très désavantageuse, c'est que 60 000 producteurs, quelques transformateurs, et puis surtout très peu de distributeurs, lesquels s'organisent en plus en centrales d'achat. Et à ça s'ajoute le fait que nos compatriotes ont aussi des réflexes nouveaux qui se sont installés : la prise en compte du bien-être animal, la qualité de l'alimentation, l'exigence sur certains points de tel ou tel autre, qui a parfois pu créer des tensions, même si à chaque fois on y a répondu, vous y avez répondu par une capacité d'adaptation remarquable, d'innovation et d'exigence collective.

Je le dis ici aussi dans un moment où il faut rappeler quand même que notre agriculture est sans doute l'une des agricultures de la plus haute qualité dans le monde et à coup sûr en Europe. Et que quand on regarde la transformation qu'on a faite, on a vraiment réussi à garder et même à améliorer cette qualité ; et elle doit être reconnue, dite et rappelée.

Et puis la troisième transition qu'on a vécue ensemble, c'est vraiment cette transition climatique et je dirais que notre agriculture, elle la vit des deux côtés ; c'est-à-dire on lui demande depuis plusieurs années de bouger très vite et de s'adapter elle-même pour avoir une production avec moins d'intrants et donc ça, c'est la grande révolution qui est la fin, je dirais, de l'ère du tout chimique qu'on a pu connaître il y a plusieurs décennies. Et donc c'est une transition qui est très dure à faire, mais comme dans tous les secteurs économiques où on demande une transition, on change les pratiques et les habitudes. Il y a, et je veux le dire ici, le monde agricole français a fait sans doute l'une des transitions les plus rapides qui soient du monde économique. Je reviendrai tout à l'heure sur nos résultats là-dessus, il faut les défendre. Mais dans le même temps, c'est sans doute la profession… enfin ce sont les professions, c'est la part de notre économie qui aussi vit le plus fortement les conséquences des dérèglements climatiques, puisque vous êtes des entrepreneurs du vivant qui, pour la plupart, travaillez quand même soit avec une grande dépendance avec l'extérieur, soit à ciel ouvert, et donc vous vivez à plein, et malheureusement, les derniers mois l'ont encore montré : les sécheresses, les coups de grêle, les difficultés d'ici et de là, et les épizooties. Je rappelais, j'évoque ici la dermatose nodulaire contagieuse ou la fièvre catarrhale ovine, et tous les nouveaux insectes qu'on a pu connaître.

C'est cette transition qui nous a mis dans une bascule absolument terrible et qui a mis une pression et dont on voit encore les conséquences, c'est-à-dire, au fond, la nécessité… et tout ça a été fait, a été commencé, et cette transition, elle est en cours, mais la nécessité de changer parfois des pratiques, de changer des pratiques parce qu'il faut s'adapter à des changements de notre climat, de nos paysages, de la pratique des sols, de moderniser notre instrument à un moment même où on n'a plus de revenus, ou à un moment même où c'est très, très difficile. Alors il y a une grande hétérogénéité selon les zones, selon les cultures, parfois oserais-je dire aussi selon les années, et c'est ce qu'on a connu ces derniers temps, mais c'est ça notre grande difficulté, c'est qu'on doit faire une transition productive au moment où on se prend ces trois grandes transitions dessus. Et c'est, si je devais résumer, pour moi un peu ce qu'on vit depuis une quinzaine d'années tous ensemble.

Donc face à ça, je considère qu'on a des vrais résultats, que vous avez fait des transformations que je veux ici défendre, et c'est aussi une des raisons pour lesquelles moi je conclurai par là, mais je veux défendre notre PAC, parce que je ne défends pas notre PAC de manière conservatrice, je la défends parce que je considère qu'on a mené des révolutions collectives qui sont parfois sous-estimées dans le débat public et pas assez vues par les gens, mais ils sont là, ces changements.

Pour moi, on doit relever ce défi et au fond, si je devais le résumer, on doit réussir à produire, premier objectif, c'est là où on a pu avoir parfois des désaccords au niveau européen, mais je veux dire, si on cède sur l'objectif de production, on ne remplit pas la mission. Et moi, ça fait 10 ans que je défends l'indépendance de l'Europe et sa souveraineté. Je ne vais pas la défendre quand on parle de nos armées, quand on parle de notre technologie ou de nos économies pour l'abandonner sur le plan alimentaire.

Donc l'objectif numéro 1 pour nous, Français et Européens, ça doit être de continuer de produire, produire au moins pour nous nourrir et produire pour pouvoir exporter aussi dans la balance commerciale, parce que pour beaucoup de vos filières, c'est historiquement le cas. Ça l'est encore, même si on a été bousculés ces dernières années. Et donc pour ça, on doit rester compétitifs tout en répondant à ces trois grandes transitions, c'est-à-dire à nous adapter face au changement géopolitique, au changement climatique et comme je l'évoquais aussi, au changement alimentaire.

Alors là-dessus, on a toujours, ces dernières années, répondu présents, répondu présents en essayant d'accompagner ces changements, puis en résistant aux crises. Je veux quand même le rappeler, mais on a vécu, en plus de tout ça, des crises inédites ensemble : le Covid, la guerre en Ukraine.

Je me rappelle d'un Salon de l'Agriculture qui a duré… j'ai fait je crois le plus long de l'histoire, j'ai aussi fait le plus court, avec vous puisque je suis resté 20 minutes, c'était le lendemain de l'invasion par la Russie en Ukraine qui vous a frappé de plein fouet, la montée des intrants ; Ormuz aujourd'hui, enfin bon. Donc on a vécu toutes ces crises.

Ces dernières années, c'est près de 3 milliards d'euros d'aides de crise qui ont été mobilisés à travers plus de 90 dispositifs d'urgence selon les crises qu'on a à chaque fois inventées et réinventées pour accompagner les exploitations, mais rien qu'en disant ça, c'est formidable. Ça veut dire que la Nation, à chaque fois, réagit. On a su bâtir ensemble les instruments, avec vous, avec les chambres, le ministère de l'Agriculture, bon. Mais ça veut dire quand même qu'on a vécu 90 crises, ce qui est fou. Donc qu'il y ait une fatigue qui se soit installée, parfois un désespoir, il faut avoir l'humilité de le voir ensemble. Et puis on a mis en place aussi un plan pour accompagner pendant ces crises. Je pense au plan interministériel de prévention du mal-être agricole, et tout ce qui est fait par les uns et les autres ici pour y répondre. Et j'évoquerais ce qu'on a vécu aussi l'année dernière, à la même époque, qui était très dur. Et je veux vraiment remercier la ministre, ses services et vous tous. On a réussi à passer outre. Donc on a traversé ces crises, mais ça ne suffit pas. Et donc on a des résultats, mais il faut continuer sur plusieurs axes.

Le premier, c'est produire. Pour produire, il faut d'abord protéger les revenus. Ça a été un peu la démarche dès les États généraux de l'alimentation, Rungis, et c'est ce qu'on a essayé de faire. Et ça, c'est ce qu'on a fait à travers, je dirais, les lois EGAlim collectivement. On pourrait en faire le bilan, mais ce n'est pas le but aujourd'hui de la journée. Mais au fond, qu'est-ce que j'en retiens, moi ? On a eu raison de réagir dès ce moment-là. On aurait dû encore aller plus fort dès le début. Pour moi, je pense qu'on avait la bonne lecture, on a fait le bon diagnostic, mais le fait qu'on ait été obligés d'y revenir plusieurs fois montre qu'en fait, ce qui avait été installé à partir de la loi de modernisation économique nous avait tellement mis en défensive qu'on a corrigé, on a amélioré, mais on n'est pas au bout de notre peine, et les négociations qui sont en train de se passer montrent que ce n'est pas réglé, cette affaire, encore. Donc ça, cette bataille pour le revenu, on l'a menée avec EGAlim. Il y a eu des interpros qui ont bien réussi à organiser les choses, et donc on a, je crois, vraiment amélioré et parfois sauvé, je pense le lait, c'est souvent un exemple qui était fait, ce que vous avez fait sur l'ISO aussi et d'autres interpros, où on a pu défendre de la valeur qui était en train de se faire massacrer avant. C'est insuffisant, c'est hétérogène, mais on a eu cette bataille pour le revenu qu'on doit absolument continuer d'avoir et qu'on va avoir aussi lors de ces négociations par le contrôle qu'on effectue, parce qu'avec tout ça, on a aussi monté les capacités de contrôle de la DGCCRF, les pénalités qu'on peut mettre, et je peux vous dire, et je le dis ici aussi très clairement à tous, qu'on n'aille pas aujourd'hui, dans le moment qu'on vit, faire de notre agriculture à nouveau un facteur d'ajustement. Et donc nous, on sera très vigilants et nos enquêteurs mettront les pénalités qu'il convient d'être mises.

À côté de cette politique de défense du revenu, on a une politique face aux grands risques qu'on a aussi mise en place, en 2019, la dotation pour l'épargne de précaution, renforcée ensuite pour permettre aux exploitants de lisser leurs revenus, et puis on a mis en place l'assurance récolte. Je le dis parce que maintenant, comme si ça avait été de toute éternité, mais c'est quand même un instrument qui était demandé depuis des décennies, qu'on a mis en place ces dernières années : le soutien public à l'assurance récolte, qui a été porté à près de 400 millions d'euros par an, contre 184,5 millions avant la réforme. Donc il y a eu un vrai effort collectif, mais il est venu au moment où il y avait une accélération des aléas climatiques aussi. Donc c'est pour ça qu'on reste toujours en défensive, mais je ne veux pas qu'on sous-estime ce que, collectivement, on a fait et le soutien de la nation face à tout ça qui a été plus que doublé. Néanmoins, l'été 26 nous a rappelé qu'il fallait rester humble et continuer d'améliorer les choses. Face à ça, évidemment, on a aussi une politique de défense des installations parce que produire plus, c'est aider les jeunes à s'installer. On sait qu'on a une vraie révolution démographique qui arrive et donc dans ce contexte, il y a eu tout le boulot qui a été fait ces dernières années pour le renouvellement agricole, la loi, les dispositifs. Je pense qu'il faut encore continuer de renforcer tout cela. Et puisque vous aviez demandé l'hiver dernier, quand on était au Salon, les engagements pris qui ont été tenus, la loi d'urgence, les instruments, ce que la ministre a porté ces dernières années, je regardais, il y a eu plus de 80 mesures qui ont été portées par le ministère. Mais là, on a cette loi qui a été votée, qui est en train d'être déclinée avec tous les décrets avant Noël, mais qui est un élément très important pour aider à produire, pour simplifier, pour permettre de continuer d'investir, et qui a été doublée dans cet agenda de production par aussi tout le plan de souveraineté alimentaire et les projets qui ont été révélés le 12 novembre dernier et qui sont très clairement dans cette politique de production de pays où on a facilité, simplifié les choses, qu'il s'agisse de la gestion de l'eau, qu'il s'agisse de l'extension de certaines installations et autres. On n'est pas au bout de notre peine parce qu'il faut aller au bout de ces décrets et je sais la vigilance que beaucoup ont sur certains de ces décrets. On pourra en parler, mais la ministre est au charbon, si je puis utiliser cette expression, mais on y veille et on sera au rendez-vous.

Je ne suis pas exhaustif, mais ça, c'est pour moi le premier agenda, je ne le lâcherai pas, c'est celui de vous aider à produire en protégeant le revenu, en protégeant face aux aléas, et en libérant en quelque sorte les forces par des mesures de simplification et par cette loi d'urgence qui est, au fond, une loi de simplification pour aider à installer, à accroître et à faciliter. Derrière ça, il y a aussi tout ce qu'on veut faire pour aider à innover sur le plan de la robotique, de la génomique, qui sont, on le sait, deux leviers très puissants de la révolution agricole face à laquelle on est et qui est très importante. C'est pour ça qu'on l'a mis au cœur de France 2030.

Le deuxième grand axe d'efforts pour moi, pour aujourd'hui et pour demain, c'est se protéger contre la concurrence déloyale. Et ça, c'est extrêmement important parce qu'au moment où on vit ces transitions, où on veut préserver voire relancer la production, on ne peut pas accepter d'avoir une concurrence déloyale, c'est-à-dire d'avoir des gens qui contournent les règles. C'est l'ordre public, si je puis dire, et je sais que vous y êtes attachés comme moi. Premier ordre public, c'est que les règles qu'on se donne pour la consommation, si je puis dire, la juste concurrence en interne doivent être respectées. Ça, c'est tout le boulot qu'on mène ensemble depuis 2024 au niveau européen, et il n'est pas fini, pour lutter contre les centrales d'achat et contre tous ceux qui contournent nos règles nationales pour aller en européen nous massacrer le marché. Je ne lâcherai pas ce combat. C'est vous qui l'avez le premier vu, qui nous l'avez dénoncé. On a poussé ça en 2024 en même temps qu'on avait nos mesures d'urgence face à la concurrence déloyale ukrainienne. On va mener au bout ce combat parce qu'il vient complètement saper sinon notre ordre public économique. Le deuxième, c'est par rapport à l'extérieur. Et là, c'est la position qu'on a assumée sur le Mercosur, d'opposition, qui a été le combat de l'année dernière. Et moi, je suis fier du combat qu'on a mené parce qu'on avait raison de le mener. Et d'ailleurs, on a d'autant plus eu raison que le Mercosur signé, ceux qui ont dénoncé a été suivie d'effet puisqu'enfin les services de la Commission ont vu que ce qu'on leur disait était vrai et la viande dopée, si je puis dire, en tout cas la viande du Mercosur et tout particulièrement brésilienne qui arrivait dans nos ports et donc, dans nos marchés, qui ne respectait pas nos règles, a été finalement interdite.

Ce n'est pas le bout du combat, mais qu'est-ce que c'est que ce combat qui est pour moi existentiel pour notre agriculture ? Mais en vérité, vous êtes comme souvent la pointe avancée. C'est vrai pour tous les secteurs de l'économie, c'est la concurrence déloyale et c'est de se dire ce que tous nos compatriotes peuvent comprendre : on ne peut pas demander aux agriculteurs européens de respecter des règles et ouvrir nos marchés à des gens qui ne les respectent pas. Et donc, c'est pour ça qu'on s'est battus, je cite toujours deux exemples pour montrer, je défends mon bifteck moi aussi, mais ces 10 dernières années, la cohérence de la politique qu'on a menée, c'est que j'étais pour le CETA parce que j'avais des instruments de vérification et des clauses miroirs. Bilan des courses, on est les grands gagnants agricoles, y compris dans les filières qui avaient le plus peur de cet accord avec les Canadiens, et parce qu'on n'a pas eu les volumes qu'on craignait, parce qu'on avait mis les bons verrous. Je pense en particulier à la viande. À l'inverse, on est complètement contre le Mercosur parce qu'il n'y avait pas les bons verrous. Alors heureusement, on les a trouvés sur les contrôles sanitaires. Mais enfin, on n'est pas au bout de la partie. On va avoir des échéances, on le sait, on les surveille avec la ministre, de votes dans les semaines à venir sur ce volet-là pour continuer de serrer les choses. Et donc ça, c'est le deuxième agenda pour moi : protéger face à la concurrence déloyale.

Et donc face à ça, on va se battre pour pousser dans ce budget et dans les mois qui viennent plusieurs choses, des contrôles sanitaires européens renforcés, engagement que j'avais pris avec vous en 2024. On a commencé à avoir des premiers résultats, c'est comme ça qu'on a eu la viande bovine brésilienne, mais ce n'est pas la fin. Donc, il faut renforcer ces contrôles et une union douanière européenne plus forte. Et là, il y a quand même eu un événement ces derniers mois important, c'est qu'on a gagné l'agence, elle sera à Lille. Et le fait que c'est la France qui va avoir les quartiers généraux de cette agence européenne douanière, c'est très important parce qu'on peut quand même y transférer un peu de la culture qu'on a et de la sensibilité qu'on a. Et c'est là qu'on fera les contrôles. Donc ça, c'est extrêmement important pour avoir une protection.

Le troisième objectif, c'est les adaptations à tout ce qu'on s'est dit. L'adaptation d'abord en faisant face à nos dépendances. Je suis télégraphique, mais c'est nos dépendances protéiniques. Salon de l'agriculture 2019 et la stratégie qu'on doit continuer de mettre en œuvre de manière résolue malgré les crises, c'est important, il ne faut pas la lâcher, et tout ce qu'on est en train de faire sur les engrais. Là, on a un dispositif d'urgence qu'on est encore en train d'essayer d'améliorer, et puis on discute avec Bruxelles pour avoir le dispositif ouvert suffisamment longtemps, mais on a absolument besoin de se désensibiliser sur tous ces points.

Deuxième volet, c'est de continuer de manière raisonnée notre réduction aux intrants chimiques. Pourquoi ? Parce que c'est un élément de compétitivité quand on arrive à baisser les coûts, si on a la même productivité derrière, si on est toujours sur cette formule qu'on s'est donnée qui est de ne laisser personne sans solution. Mais là aussi avec des vrais résultats. Et je veux ici les redire parce que j'entends le débat public qui fait comme si notre agriculture n'avait pas évolué. 2017-2024, les substances actives classées CMR1, donc les plus dangereuses de très loin, c'est -98 %. Je veux dire, on n'a plus la même agriculture déjà. On ne l'a plus. Tout ce qui était vraiment comme substances les plus dangereuses, on les a quasiment éradiquées de notre agriculture. Donc, il y a eu un effort qui a été fait en 7-8 ans sur le plan productif, qu'il faut ici saluer et rappeler. Celles classées CMR2 ont baissé de 25 %, et je sais, je le redis, pas d'interdiction sans solution, ce qui a conduit aussi aux aménagements portés par la loi d'urgence et pragmatisme qui a été remis. Mais là aussi, on a réduit beaucoup l'exposition. Si je prends l'exposition de nos animaux aux antibiotiques, et il faut continuer de garder des antibiotiques, on en a besoin sur certains usages qui sont raisonnés et encadrés, mais enfin entre 2011 et 2024, -50 %. Donc là aussi, c'est un changement des pratiques très profond.

Tout ça, c'est une stratégie d'ensemble qu'on veut continuer, mais sur laquelle on veut être vigilant pour qu'elle reste européenne. Les surtranspositions de 2016, il a fallu la loi de 2021, et puis là encore ce qu'on fait pour les rattraper, on met 10 ans à rattraper des transpositions non contrôlées, donc c'est pour ça qu'on ne veut plus en faire, mais c'est cette stratégie raisonnée où on améliore les choses et on a une approche complète de la santé, et on mène cette transition de manière intelligente.

Et puis l'adaptation, c'est aussi l'adaptation de nos cultures, et ça, c'est tout le travail que nous menons ensemble avec vous. Je ne serai pas là-dessus exhaustif, mais qui est le pragmatisme qu'on doit avoir et la capacité à nous projeter. C'est ce qu'on fait en ce moment en Occitanie, territoire d'expérimentation. J'étais avec le préfet de région. Tout ce qui a été lancé l'année dernière, d'ailleurs, est en train d'être décliné. Donc, il y a eu un très gros travail local qui est remonté avec plus de 70 mesures. Maintenant, on regarde et il y a des RIM qui se font maintenant semaine par semaine sur ce sujet occitan, qui est très important pour que ce soit une réalité. Et puis, c'est la transformation. Alors, on a sans doute une urgence que vous avez défendue à plusieurs, qui est la transformation de notre modèle méditerranéen. On n'est pas les seuls impliqués, mais on est en fait plus touchés que d'autres. Mais on sait très bien qu'on a des pratiques à changer et nous avons à nous adapter. Et donc, il nous faut avoir pour ça plus de moyens pour justement trouver les bonnes adaptations, aller plus vite et plus loin sur la génomique, continuer à investir dans des sols vivants capables de stocker du carbone, dans une gestion de l'eau qui corresponde aux nouveaux équilibres. Et donc, on a tout un travail à faire sur les écosystèmes, les sols, la gestion de l'eau, la génomique, qui est un ensemble sur lesquels la stratégie était clairement établie, mais tout ça suppose d'y avoir des moyens. Et donc, c'est ce qu'on a mis pour partie dans France 2030, ce qu'on veut consolider à travers des dispositifs, ce qu'on veut faire à la fois pour les producteurs que vous êtes et pour l'industrie agroalimentaire, pour laquelle on veut mobiliser la BPI et la Caisse parce qu'on a besoin de notre aval agroalimentaire qui, je le rappelle, est la première filière industrielle de France. Et c'est aussi pour ça, ce qui va faire la transition avec l'Europe, qu'on veut se battre pour un fonds de compétitivité, parce que cette adaptation, elle n'est pas possible si on préserve juste le revenu.

Si on veut réussir cette adaptation pour nos sols, pour notre génomique, pour notre eau et pour réussir à nous adapter pleinement, on a besoin d'avoir un fonds de compétitivité au niveau européen ambitieux qui nous permettent d'aller plus vite et plus fort. Et donc c'est pour ça que le dernier point, à côté de vraiment produire, protéger face à la concurrence déloyale et nous adapter, c'est d'avoir une politique européenne ambitieuse. Et cette politique européenne ambitieuse, pour moi, elle doit décliner beaucoup de choses que je viens de défendre au niveau français, c'est-à-dire une politique qui remet la production au premier plan et donc qui révise l'agenda qu'elle s'était donné lors du Green Deal, qui était un agenda de décroissance alimentaire. Ce n'est pas possible. C'est une politique au niveau européen qui doit mieux protéger, j'en ai déjà parlé, c'est une politique européenne qui doit préserver le revenu, objectif à court terme de la PAC, et puis c'est une politique européenne qui doit nous aider à investir grâce au fonds de compétitivité. C'est ça dont on a besoin. Si on ne fait pas ça au niveau européen, si on n'arrive pas à avoir ce résultat, nous serons fragilisés et le paradoxe, c'est qu'on aurait une Europe qui se recréerait des dépendances.

C'est pour ça que, et je vais finir là-dessus, pour les négociations du prochain cadre financier pluriannuel, on va porter une position française extrêmement ferme. Pour moi, c'est l'objectif numéro un. Je le dis parce qu'on a la politique de cohésion, elle est importante pour notre pays, elle est importante pour nos territoires ultrapériphériques, comme on dit en Europe, qui sont nos territoires ultramarins. On a des régions qui aujourd'hui sont éligibles aux fonds de cohésion. Mais nous, nous sommes des contributeurs nets au fonds de cohésion, très largement. On met 1 euro, ça nous en coûte 4. Donc, par contre, nous, on a un objectif, c'est la PAC. Et je défends à côté de ça le fonds de compétitivité, politique de souveraineté, mais j'ai été très clair avec la présidente de la Commission et le président du Conseil européen.

Je vais ici redire les chiffres très précisément pour que les débats soient parfaitement clairs et transparents entre nous. L'enveloppe actuelle de la France, c'est 66,25 milliards de crédits européens, auxquels s'ajoutent 6 milliards de cofinancements nationaux, donc pour un total de 72,25 milliards sur la période qui vient de s'écouler. Nous, on veut nos 66,25 milliards de crédits européens les plus lisibles et les plus fléchés possible. Voilà l'objectif.

Notre position, elle est sans ambiguïté, et c'est l'engagement que j'ai pris avec vous, que j'ai réitéré et qui est la condition, pour moi, première d'un accord possible, c'est que pas un euro ne manque à la PAC dans son enveloppe actuelle européenne. Pour nos agriculteurs ultramarins, nous agissons pour sécuriser le POSEI qui avait un moment disparu. On l'a remis, on s'est battus et c'est un instrument clé. Donc on l'a remis dans la copie et il est là et on le défendra jusqu'au bout. Après, pour être, je ne veux pas ici être trop technique et on pourra y revenir si vous avez des questions, mais la négociation du cadre financier pluriannuel a, comme vous le savez, une enveloppe globale pour chaque État membre qu'on nomme le Plan de partenariat national régional, le PPNR, donc Plan de partenariat national régional, et avec la pression de 6 États dits frugaux dans l'Allemagne, ça complexifie fortement les négociations parce qu'il y a une partie qui est fléchée et une partie qui n'est pas fléchée.

Pour dire les choses, aujourd'hui, la partie fléchée n'est pas assez importante. Donc on veut la maximiser. On ne pourra pas avoir 66,25 dans la partie totalement fléchée parce que sinon ça vient tout bousculer sur la cohésion, mais on veut avoir beaucoup plus que ce qu'on a aujourd'hui, on va se battre pour ça, et on veut pouvoir avoir la certitude qu'on reconstitue notre enveloppe de 66,25 milliards d'euros. Et je ne vais pas ici rentrer dans plus de détails, mais c'est ça notre objectif premier. Notre deuxième objectif, c'est de défendre le Fonds européen de compétitivité ambitieux pour les raisons que je viens d'évoquer. Il a été raboté, pas sur nos objectifs agroalimentaires et agricoles, mais il a été raboté sur des sujets de défense. On pense que ce n'est pas une bonne idée, on va aussi le défendre, mais donc nous, on veut défendre pour pouvoir mettre nos objectifs d'investissement.

Voilà, je ne veux pas être plus long, pardon de l'avoir été, mais je voulais quand même donner, en toute transparence à la fois, défendre ce que vous avez fait collectivement ces dernières années, qui n'est pas assez repris dans le débat public, dire combien je suis conscient, avec Madame la ministre, Monsieur le ministre en charge de la Ruralité et puis ministre en charge des Affaires européennes aussi, parce qu'il se bat aussi pour ces sujets à Bruxelles, mais combien on est conscients avec le Gouvernement de la période extrêmement difficile que vous vivez et que vivent beaucoup de nos exploitations.

Je le dis parce que je sais le désespoir qu'il y a dans beaucoup de territoires et dans beaucoup de fermes. Et dans un moment où les gens ont parfois tendance à exprimer leur colère en cassant ou autre, je veux saluer l'esprit de responsabilité du monde paysan, du monde agricole, qui n'a pas participé à cette violence, qui est resté extrêmement calme. Et ce calme, il manifeste pour moi à la fois un esprit de grande responsabilité du moment que vit le pays, parfois aussi, je ne le mésestime pas, un grand désarroi. Et ce désarroi m'inquiète au plus haut point. Et donc c'est aussi avec ça chevillé au cœur et au corps que je veux qu'on agisse là. On vous doit. Donc, on sera là. Je vais m'arrêter là.